

PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement

Châlons-en-Champagne, le 5 décembre 2019

Nos réf. : SAER-PER YM/AE19-43 **4**-
Vos réf. : Préfecture52-SCPPAT-BE du 30 octobre 2019
Affaire suivie par : Sandrine CLARISSE et Yves MESLARD
sandrine.clarisse@developpement-durable.gouv.fr
yves.meslard@developpement-durable.gouv.fr
Tél. : 03 51 37 61 55 / 63 - Fax : 03 51 37 60 01

**Le Service aménagement, énergies renouvelables
Pôle énergies renouvelables**

au service coordonnateur (UD DREAL Haute-Marne)

Objet : contribution dans le cadre de l'instruction d'une demande d'autorisation environnementale

| | |
|---------------------------|-----------------------------------|
| Pétitionnaire | CHANTRAINES ENERGIE (JPEE) |
| Commune - adresse | Chantraines |
| Intitulé du projet | Parc éolien des Rainettes |

Suite à la saisine en date du 30 octobre 2019 mise à disposition sur la plate-forme collaborative ANAE, j'ai procédé à l'examen du dossier en ce qui concerne l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie, ainsi que les autres thèmes liés à l'énergie relevant de mon service.

En premier lieu, j'ai bien noté que le pétitionnaire présente un projet composé de 4 éoliennes dont le type n'est à ce jour pas défini, d'une puissance comprise entre 2,2 et 3 MW (soit au maximum 12 MW pour l'ensemble du parc) et d'une hauteur totale maximale de 150 mètres, ainsi que d'un poste de livraison.

1) Autorisation d'exploiter énergie :

Ce projet d'une puissance maximale inférieure à 50 MW ne nécessite pas une autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie. Le pétitionnaire ne l'a d'ailleurs pas sollicitée, le projet étant réputé autorisé.

2) Autres thèmes « énergie » :

2.1 : Eloignement des éoliennes du réseau de transport d'électricité HTB

Les éléments du dossier n'appellent pas de remarque de ma part dans la mesure où il n'existe pas de lignes de transport d'électricité HTB à proximité des éoliennes projetées. Cependant, dans l'étude d'impact (§ 6.4.2.4 - sous-§ Transport d'électricité - pages 154/155), il est fait mention de la présence d'une ligne HTA gérée par Enedis, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité.

Tout en rappelant que le réseau de transport HTB est géré par RTE, l'ensemble des informations concernant l'ouvrage HTA doivent être transférées dans le § 6.4.2.5 (page 155) prévu à cet effet.

2.2 : Réseau électrique interne

En premier lieu, je rappelle que la réglementation sur les réseaux électriques a évolué entre août 2018 et février 2019. En effet, suite à la publication de la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un Etat au service d'une société de confiance dont l'article 59 a modifié l'article L.323-11 du code de l'énergie, et du décret n° 2018-1160 du 17 décembre 2018 qui a mis en cohérence l'article R.323-40, le réseau électrique interne, constitué de liaisons souterraines à 20 000 volts, n'est plus soumis à approbation (R.323-26 et R.323-27), ni aux dispositions des articles R.323-29 (inscription dans le SIG du gestionnaire de réseau) et R.323-30 (contrôle technique) et de leurs arrêtés d'application respectifs des 11 mars 2016 et 14 janvier 2013.

Un réseau privé, de cette nature, est désormais soumis aux dispositions de l'article R.323-40 du code de l'énergie, des autres articles qu'il vise et qui le cas échéant le concernent, et des arrêtés d'application, notamment ceux du 17 mai 2001 (arrêté évoqué à l'article R.323-28) et du 25 février 2019 (modalités de contrôle).

Au regard des éléments figurant dans l'étude de dangers (pages 33/34), il apparaît que le pétitionnaire n'a pas pris en compte ces évolutions réglementaires. Par ailleurs, il fait référence au décret [n° 2014-450] du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation de l'autorisation unique, alors que celui-ci a été abrogé par le décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale. Enfin, le positionnement des éléments et l'imbrication, parfois dans un même alinéa, des informations sur les réseaux électriques interne et externe peuvent porter à confusion et nuisent à la bonne compréhension de cette partie du projet (par exemple, des éléments concernant le réseau interne figurent dans les deux premiers alinéas et le début du 3^{ème} alinéa du § 4.3.2.1 traitant du raccordement externe).

Par conséquent et pour conclure sur le réseau électrique interne, le pétitionnaire doit modifier son dossier (étude de dangers - § 4.3) en procédant ainsi :

- page 33, positionner la mention « § 4.3.1 Réseau inter-éolien » immédiatement après la figure 7 ;
- page 33, dans le 3^{ème} alinéa du § 4.3.1.1, ajouter la mention « aux éoliennes » après le terme « extérieures » ;
- déplacer les 3^{ème}, 4^{ème} et 7^{ème} alinéas du § 4.3.1.1 (qui ne concernent pas le poste de livraison) ainsi que les deux premiers alinéas et le début du 3^{ème} alinéa du § 4.3.2.1 (qui ne concernent pas le raccordement externe) en les regroupant avec les autres éléments qui concernent le réseau électrique interne (réseau inter-éolien) ;
- page 33 : au § 4.3.1.2, supprimer la référence au décret du 2 mai 2014 ;
- page 34 : au § 4.3.1.4, remplacer l'alinéa ayant trait au « contrôle technique / R.323-30 » en faisant référence à l'article R.323-40 du code de l'énergie et à l'arrêté du 25 février 2019 relatif aux modalités du contrôle de conformité, et supprimer l'alinéa ayant trait au « SIG / R.323-29 ».

2.3 : Réseau électrique externe

Concernant le réseau « externe », le pétitionnaire mentionne les postes sources de Chaumont, Froncles et Vesaignes (étude d'impact - pages 34 et 66), les plus proches du projet, ainsi que leur localisation (cartes 9 et 30). Il présente également une carte du tracé de raccordement pressenti au poste de Chaumont (cartes 10 et 29) en s'appuyant sur une pré-étude simple de Enedis réalisée en avril 2018.

Compte tenu que le poste source ne pourra être désigné par le gestionnaire du réseau Enedis que postérieurement à l'obtention de l'autorisation, et que, a fortiori, les études du tracé du raccordement à ce poste ne seront engagées qu'à partir de cette désignation, il me semble très imprudent et prématuré de présenter à ce stade un tracé, même hypothétique, sur une carte.

Par conséquent, je suggère très vivement au pétitionnaire de supprimer les cartes 10 et 29 (étude d'impact - pages 34 et 66), sauf à ce qu'il obtienne l'accord formel de Enedis pour les présenter dans le dossier.

2.4 : Schéma régional de raccordement au réseau des énergies renouvelables (S3REnR)

Dans l'étude d'impact, le pétitionnaire évoque le S3REnR de Champagne-Ardenne validé le 28 décembre 2015 par le préfet de région, ainsi que sa révision à l'échelle de la région Grand Est engagée fin 2018 (pages 20/21 et 68). Il fait également état d'une capacité réservée disponible, en avril 2018, de 12 MW au poste de Chaumont (pages 34 et 66).

Il s'avère qu'aujourd'hui la capacité restant à affecter aux EnR sur le poste de Chaumont est de 1,2 MW, et qu'elle est nulle sur les postes de Froncles et Vesaignes (*source caparéseau*). Il est en outre précisé :

- que dans la zone d'influence de ces postes, plusieurs projets de parcs éoliens sont autorisés ou en cours d'instruction,
- qu'il ne peut être présagé aujourd'hui de la nature et de la localisation des ouvrages qui seront retenus dans le futur schéma Grand Est.

Conclusion :

A) Autorisation d'exploiter au titre de l'article L.311-1 du code de l'énergie

Le dossier d'autorisation environnementale est jugé régulier en ce qui concerne cette procédure.

B) Autres thèmes « énergie »

Pour répondre à mes remarques, en particulier celles concernant les réseaux électriques interne et externe, le pétitionnaire doit modifier son dossier selon les indications figurant en conclusion des § 2.1, 2.2 et 2.3 du présent avis.

Les éléments conclusifs ci-dessus ne valent que si la consistance du projet actuellement présentée dans le dossier est maintenue lors de l'instruction.

En tout état de cause, dans le cas où le dossier devrait faire l'objet d'une instruction complémentaire dans le cadre de la recevabilité, le SAER de la DREAL devra être consulté sur la base du dossier complété, afin de pouvoir apporter des éléments actualisés sur les capacités réservées dans les postes sources par le S3REnR, dont le suivi -en particulier, la capacité restant à affecter- est assuré à tout instant par le SAER.

Le chef du pôle énergies renouvelables,


Gauthier BOUTINEAU